

Réhabilitation d'un bâtiment patrimonial en bureaux

Bâtiment 8 - Caserne d'ESPAGNE - 32000 Auch

MAITRISE D'OUVRAGE

SARL Immobilière de Juillan

Place Jean David - 32000 Auch
Tél. 05 62 61 62 66 - courriel : l.lacourt@gers.cci.fr

BUREAU DE CONTRÔLE

SOCOTEC

Gregory Loubet
13, Ter Place du Maréchal Lannes
32000 AUCH
Tél: +33 (0)5 62 63 47 20 - +33 (0)6 26 34 52 77
gregory.loubet@socotec.com



COORDINATEUR SPS

SOCOTEC

Elhuyar Marc
72 rue du Maréchal Foch
65000 Tarbes
0623806599
marc.elhuyar@socotec.com



MAITRISE D'OEUVRE



ATELIER D'ARCHITECTURE AIROLDI

6 rue Eugène Sue 32000 AUCH
Tél. 05 62 61 83 53
courriel : atelier@ab-architectes.com
site web : www.ab-architectes.com



BET STRUCTURE STRUKTURA

37 Rue du Moulin
32810 CASTIN
struktura.be@gmail.com
0766211712



BET CVS / ELEC. / THERMIQUE - SETES

14 Avenue des Tilleuls - Quartier de l'Arsenal
65000 TARBES
Tél. 05 62 34 25 54
cl.setes@setes.fr



ECONOMISTE - DAVID SIST

14 rue Marc Chagall 32000 AUCH
Tél. 05 62 05 53 62 Fax. 05 62 05 64 25
courriel : d.sist@dsist.fr



BET ENVIRONNEMENT - SOLER IDE

4 Rue Jules Vedrines,
31031 Toulouse
Tél : +33 (0)6 15 35 09 70
csentes@soler-ide.fr



BET ACOUSTIQUE - EMACOUSTIC

6 rue des tonneliers
31700 BLAGNAC
06 28 04 59 15
f.garry@emacoustic.fr

ECHELLE(S) :

01/10/2024

23-1396

Lot N°00 PRESCRIPTIONS GENERALES

Indice :	Modif :	Date :

CCTP

1

1.0

C.C.T.P

REHABILITATION DE L'ANCIENNE CASERNE ESPAGNE - AIROLDI

32000 AUCH

Lot N°00 PRESCRIPTIONS GENERALES

Sommaire

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	2
00.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	2
00.1.1 Objet du marché, normes et règlements	2
00.1.2 Spécifications d'ordre général	3
00.1.3 Remise de la proposition	3
00.1.4 Coordination entre les différents corps	4
00.1.5 Études d'exécution	4
00.1.6 Liste des lots	4
00.1.7 Démarche environnementale	4
00.1.8 Chantier faibles nuisances	5
00.1.9 Impact environnementaux des matériaux de construction : FDES	6
00.1.10 Note importante sur l'étanchéité à l'air du bâtiment	6
00.1.11 Protection des arbres en ville	6
00.1.12 CEE - Certificats d'économie d'énergie	7
00.1.13 Liste des plans	7
00.2 TRAVAUX COMMUNS A T.C.E.	7
00.2.1 Démarches obtention de fluides	7
00.2.2 Installation du chantier	8
00.2.3 Implantation	8
00.2.4 Trait de niveau	8
00.2.5 Clôtures de chantier	8
00.2.6 Aménagement de voie d'accès	9
00.2.7 Repliement des installations de chantier	9
00.2.8 Compte prorata	9
00.2.9 Raccords - Dégâts	9
00.2.10 Protection du chantier	9
00.2.11 Protection des ouvrages	10
00.2.12 Protection de ses propres ouvrages	10
00.2.13 Préchauffage et Déshumidification	10
00.2.14 Nettoyage en cours de chantier	10
00.2.15 Nettoyage fin de chantier : Pénalités	11
00.2.16 Rendez-vous de chantier	11
00.2.17 Réunion de coordination	11
00.2.18 Plans d'exécution des ouvrages et PAC	11
00.2.19 Retard dans la remise des plans	11
00.2.20 Essais et vérification	12
00.2.21 Délai d'exécution	12
00.2.22 Percements de trous + ou - 30 mm diam.	13
00.2.23 Feuillures - réservations	13
00.2.24 Rebouchement de trous ou saignées	13
00.2.25 Échantillons	13

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

00.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

00.1.1 Objet du marché, normes et règlements

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant à tous les lots et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition, sans restriction ni réserve, pour :

- REHABILITATION DE L'ANCIENNE CASERNE ESPAGNE - AIROLDI 32000 AUCH

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages de ces lots sont à réaliser selon les règles de l'Art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment :

- Le recueil des D.T.U.
- Le recueil des règles de calcul D.T.U.

Tous les travaux devront être réalisés avec des matériaux et suivant des procédés :

- Traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, notamment aux Normes Françaises Homologuées, aux Documents techniques unifiés, aux cahiers des Charges, Guides, Règles Techniques et aux Recommandations, établis par les Organismes Professionnels ainsi qu'aux Fascicules n° 70 et 71 du Ministère de l'Environnement et du cadre de Vie et du Ministère des Transports et aux recommandations ou Directives du S.E.T.R.A. et du L.C.P.C.
- Non traditionnels, sous condition qu'ils aient fait l'objet d'un Avis techniques ou d'un Cahier des Charges acceptés par un bureau de contrôle.
- Les règles professionnelles.

REGLES DE SECURITE & PROTECTION de la santé des travailleurs

TOUTES LES ENTREPRISES devront respecter le Plan Général de Coordination joint au présent dossier et en respecter toutes les prescriptions.

Le LOT GROS OEUVRE sera chargé de l'organisation collective du chantier; il devra prévoir l'ensemble des tâches précisées par le coordonnateur SPS.

"Rappel des principaux textes à respecter concernant la sécurité et la protection de la santé"

- Loi 76.1106 du 6.12.76
- Loi 93.1418 du 31.12.93 transposant la directive Européenne 92/57 du 24.06.92
- Décret 94 1159 du 26.12.94 (Coordonnateur)
- Décret 95 543 du 4.5.95 (CISSCT)
- Décret 95 607 du 6.5.95 (Travailleurs indépendants)
- L'article R 238 18 du Code du Travail.
- Le code du travail : Décret du 14.11.1988.

"Rappel des autres principaux textes réglementaires"

- Le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment le chapitre III du titre II du livre 1er, Art. R 123.1 à 123.55.
- L'arrêté du 25 Juin 1980, portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- L'arrêté du 04 juin 1982 modifié, complétant l'arrêté du 25 Juin 1980 modifié (établissements d'enseignement - colonies de vacances).
- L'arrêté du 22 juin 1990 modifié, complétant l'arrêté du 25 Juin 1980 (PE1 à PE4, établissement de 5° catégorie)
- Décret du 17 mai 2006 n°2006-555 relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation.
- La circulaire n°DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des article R 111-19 à R 111-19-3et R 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

Le rapport du bureau de contrôle fera partie du présent marché et toutes les dispositions indiquées seront appliquées.

00.1.2 Spécifications d'ordre général

1. La nomenclature des travaux du présent lot a été analysée avec le plus grand soin possible.
Si ce n'était l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution.
Il lui appartient donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.
Il devra dans ce laps de temps, indiquer à l'architecte, toute erreur, oubli ou défaut de concordance entre les plans, le présent C.C.T.P. et le bordereau de décomposition du prix global forfaitaire.
2. Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art ; quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis sur les documents d'appel d'offres, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés.
3. L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.
4. Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait demander l'inscription en P.V à l'architecte ou à l'inspecteur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.
5. L'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries : gel, déshydratation etc... Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartient de prendre toutes précautions utiles :
 - Protections, bâches etc...
 - Protection contre le vol qui est implicitement contenue dans sa proposition.Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier.

00.1.3 Remise de la proposition

1. Le devis estimatif sera présenté en suivant l'ordre logique du C.C.T.P. et les articles du bordereau du prix global et forfaitaire.
Tout article manquant sera chiffré conformément à l'article "Constat d'erreur dans le D.C.E." du R.D.C.
Il devra remettre son prix en le décomposant article par article.
Toute autre présentation ou absence de détails motiverait le rejet pur et simple de la proposition.
 2. Les matériaux, éléments ou ensembles envisagés, satisfont aux spécifications du R.E.E.F et aux diverses normes particulières homologuées.
Si l'entrepreneur pensait devoir proposer, soit des matériaux différents, soit un système constructif tendant à favoriser la rapidité de l'exécution, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation, il ne pourrait le faire sans que lesdits matériaux soient conformes aux exigences légales plus haut citées. D'autre part, il devrait en tenir l'architecte au courant pendant la période d'étude de sa proposition.
Cette variante pourrait alors figurer en appendice de sa soumission, mais seulement en variante, avec un court exposé des motifs.
L'architecte jugera du bienfondé et transmettra au Maître de l'ouvrage, avec tout avis nécessaire, pour décision.
Ces matériels ou équipements ainsi proposés devront faire l'objet de présentation sous forme d'échantillons, chaque fois que le Maître de l'ouvrage ou l'architecte, l'exigeront.
 3. Bordereau de décomposition du prix global forfaitaire
L'entreprise devra se reporter aux articles du CCTP. pour obtenir une définition complète de la prestation.
L'entreprise est tenue d'indiquer en regard de chaque article le prix unitaire de celui-ci.
La quantité et le prix, en regard de chaque article, s'entendent pour une prestation terminée comprenant toutes sujétions de fourniture et de mise en oeuvre inhérentes à celle-ci.
L'entreprise est tenue de consulter l'ensemble des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) pour étudier les prix et mener à leur terme les travaux faisant l'objet de la présente étude.
Conformément à l'article 29.2 du C.C.A.G., la décomposition du prix global forfaitaire fournie à l'appel d'offres n'est pas limitatif ; elle devra être, le cas échéant, complétée par l'entreprise, compte tenu de l'étude réalisée et de l'appréciation qui lui est laissée pour définir les travaux qui lui incombent.
Les quantités sont données dans la décomposition du prix global forfaitaire mais l'entreprise est tenue de les vérifier et de s'engager sur un prix global et forfaitaire.
- En cas d'erreurs de quantités ou d'omissions de postes détectées par l'entrepreneur, il est recommandé que celui-ci en avise l'architecte au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres.
Si les observations faites par l'entrepreneur sont reconnues fondées par l'architecte, celui-ci modifiera le cadre du

...Suite de "1. Le devis estimatif sera présenté en suivant l'o..."

quantitatif qui sera communiqué à chacune des entreprises intéressées qui devront alors établir leur offre globale et forfaitaire sur la base du quantitatif modifié.

00.1.4 Coordination entre les différents corps

L'entrepreneur du LOT GROS OEUVRE sera chargé de l'organisation collective du chantier.

Les travaux de GROS OEUVRE seront exécutés en étroite liaison avec toutes les entreprises et notamment de charpente, de couverture, de menuiseries, de plomberie et d'électricité et plus particulièrement en ce qui concerne les réservations pour canalisations diverses.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE devra les traçages d'implantation et de niveau nécessaires aux autres corps d'état.

Le LOT GROS OEUVRE devra prévoir des protections collectives dans le but de pouvoir en assurer la continuité lors de la mise en place des protections collectives.

Les frais de nettoyage périodique et d'enlèvement de gravois préfigureront au compte prorata.

S'il y avait une emprise quelconque sur la voie publique, la demande d'autorisation serait préalablement déposée à la Mairie ou faite par l'entrepreneur du lot GROS OEUVRE.

00.1.5 Études d'exécution

La Maîtrise d'Oeuvre a établi et remis un dossier de consultation dans le cadre d'une mission LOI MOP "Sans étude d'exécution".

Tous les documents fournis permettront aux entreprises d'établir leur proposition dans le cadre de l'appel d'offres.

L'ensemble des documents nécessaires à l'exécution des travaux (Plans d'exécution, plans de chantiers, notes de calculs, schémas de fonctionnement, procès-verbaux d'essais, etc...) sera remis par les ENTREPRISES avant exécution : CECI concerne TOUS LES CORPS D'ETAT.

Tous les documents nécessaires seront soumis au contrôle du bureau de contrôle technique et au visa de la Maîtrise d'Oeuvre.

Avant réception des travaux, les entreprises devront effectuer à leurs frais des essais et vérifications définis par les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC).

00.1.6 Liste des lots

Lot N°00 PRESCRIPTIONS GENERALES
Lot N°01 GROS ŒUVRE - CHARPENTE
Lot N°02 ENDUIT EXTÉRIEUR
Lot N°03 MENUISERIES EXTÉRIEURES EN ALUMINIUM
Lot N°04 MENUISERIES EXTÉRIEURES EN BOIS
Lot N°05 SERRURERIE
Lot N°06 MENUISERIES INTÉRIEURES
Lot N°07 PLÂTRERIE - FAUX-PLAFONDS
Lot N°08 CARRELAGE - FAÏENCE
Lot N°09 SOLS SOUPLES
Lot N°10 PEINTURES
Lot N°11 CVC
Lot N°12 ELECTRICITE
Lot N°13 ASCENSEUR
Lot N°14 ENDUIT TERRE

00.1.7 Démarche environnementale

00.1.7.1 Ce projet s'inscrit dans la démarche de qualité environnementale bâtiment Bâtiment Durable Occitanie (BDO) conduite par Envirobat Occitanie. Cette démarche constitue un outil d'accompagnement dans la conception de projets ambitieux, cohérents et innovants dans l'ensemble des thématiques du bâtiment durable. Au-delà de la performance environnementale, elle inscrit le projet dans son territoire tout en lui permettant de contribuer à la montée en compétence de l'ensemble de la profession au travers des commissions d'évaluation publiques et de sa valorisation

...Suite de "00.1.7 1 Ce projet s'inscrit dans la démarche de qualité en..."

dans le réseau Envirobat Occitanie.

Ce projet a été étudié en phase conception au travers des exigences minimales que sont les prérequis de la démarche et des thématiques suivantes :

- Territoire et site
- Matériaux
- Energie
- Eau
- Confort et santé
- Social et économie
- Gestion de projet

Il a été présenté en phase conception devant une commission d'évaluation dont les membres du jury représentent l'ensemble des professions de l'acte de construire. A l'issue de cette dernière il a obtenu la médaille d'or de la démarche. Pour ce faire il a dû répondre à des prérequis et cumuler un minimum de 80 points parmi les exigences exposées dans le référentiel. Ce projet est donc maintenant pleinement inscrit dans la démarche jusqu'à la phase usage. Il devra être représenté en commission à l'issu du chantier pour la phase réalisation afin d'assurer une continuité des exigences définies en phase conception tout au long du projet et d'apporter le regard extérieur de professionnels expérimentés (architectes, entreprises, maîtres d'ouvrage, experts, assistants à maîtrise d'ouvrage) dans un objectif d'amélioration continue.

L'accompagnateur BDO aura comme rôle d'assister le maître d'ouvrage ainsi que l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre à toutes les étapes du projet. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pourront ainsi veiller au respect des engagements pris en phase conception durant le chantier.

L'entreprise devra notamment la fourniture des fiches techniques, notes de dimensionnement et notes de calculs des équipements et matériaux ayant un impact sur la qualité environnementale et énergétique du bâtiment, ainsi décrits dans les programmes environnementaux, devront également être systématiquement fournies et validées par l'équipe de Maîtrise d'ouvrage, de Maîtrise d'œuvre avant toute commande et installation.

Les caractéristiques environnementales, hygiéniques et sanitaires, devront être fournies pour tous les produits installés : les FDES (Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaires) selon la norme française NF P01-010, ou EPD (Environmental Product Déclaration) selon la norme NF EN 15804, les étiquetages des produits sur leurs classes d'émissions (COVT, Formaldéhyde), les certificats et écolabels associés.

Toute proposition de variantes de matériaux ou matériels aux CCTP par l'entreprise, pouvant impacter la performance initiale attendue, devra faire l'objet d'une validation préalable par le calcul et/ou par équivalence, avant présentation à l'équipe de Maîtrise d'œuvre, et par conséquent avant sa commande et sa mise en œuvre.

Si les matériaux ne possèdent pas de labels ou d'indicateurs environnementaux demandés, les fabricants et/ou les entreprises titulaires du lot concerné devront impérativement entreprendre, tous les tests et/ou mesures par des laboratoires agréés (Euro fins, CSTB) afin de démontrer la compatibilité des produits avec les exigences.

Les performances thermiques des isolants mis en œuvre devront impérativement respecter les exigences de l'étude thermique réglementaire décrites au dossier marché. Tous les isolants installés, intérieurs comme extérieurs, et y compris calorifuge, devront respecter les classes d'émissions COVT A+, a minima, au sens de « l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils ».

Les isolants seront dotés d'un certificat ACERMI valide attestant de leurs performances.

Il est attendu de la part de l'ensemble des entreprises de poursuivre les efforts de recherche de performance énergétique et environnementale engagés depuis la phase conception, durant la totalité de la phase exécution.

00.1.8 Chantier faibles nuisances

00.1.8 1 L'ambition environnementale du projet se traduit également dans la façon d'organiser et gérer le chantier. En effet, une démarche chantier propre sera mise en œuvre par les entreprises et suivi par l'équipe de maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage. Les exigences de cette démarche de gestion environnementale du chantier sont inscrites dans une charte qui est une pièce constitutive du marché de travaux. Les prescriptions qui sont formulées s'imposent au titulaire du marché, à ses cotraitants et sous-traitants éventuels. Sa signature est un préalable obligatoire à la signature des marchés de travaux proprement dits et atteste de l'engagement des entreprises intervenant sur le chantier à en respecter les termes et obligations.

L'entreprise désignée dans le titulaire du lot est le coordinateur des différents données requises pour répondre aux exigences de la charte de chantier à faibles nuisances auprès de chaque lot intervenant sur site.

Chaque entreprise s'engage à :

- Fournir toutes les informations nécessaires pour répondre aux exigences de la charte de chantier vert à la maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre d'exécution,
- Sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier et pendant toute sa durée au respect des exigences de la charte de chantier et aux bonnes pratiques associées,
- Maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux à sa charge,
- Respecter l'organisation choisie pour la gestion des déchets et le tri des différents types de déchets,
- Respecter les objectifs de valorisation définis dans la charte de chantier vert.

00.1.9 Impact environnementaux des matériaux de construction : FDES

- 00.1.9 1 Une analyse de cycle de vie a été réalisée et montre une performance environnementale précise. Les entreprises doivent le respect de cette performance par la mise en œuvre de matériaux à poids carbone équivalent ou inférieur. La notice ACV est une pièce constitutive du présent marché et comprends un tableau détaillant l'ensemble des exigences par matériaux.
L'entreprise devra la fourniture des fiches FDES/DEP des matériaux en disposant et une synthèse des livraisons chantier indiquant clairement les quantitatifs mis en œuvre sur l'opération.

00.1.10 Note importante sur l'étanchéité à l'air du bâtiment

La perméabilité à l'air des enveloppes des bâtiments est un enjeu majeur, qui est déterminant, pour l'obtention des meilleures performances énergétiques notamment.

L'objectif de perméabilité à l'air défini dans la RT devra être vérifiée par un test intermédiaire et final selon la norme NF EN ISO 9972 Octobre 2015 « Performance thermique des bâtiments - Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments - Méthode de pressurisation par ventilateur » et son guide d'application FD P50-784 Juillet 2016 « Performance thermique des bâtiments - Guide d'application de la norme NF EN ISO 9972 ». L'entreprise en charge des mesures devra disposer d'une formation reconnue. De plus, elle fournira un protocole détaillé de son intervention et établira une note précisant la délimitation de l'enveloppe étanche sur tout le bâtiment (plans de niveaux et coupes).

Un premier test d'étanchéité sera réalisé dès que le bâtiment sera hors d'eau et hors d'air (remplacement des menuiseries extérieures) afin de ne pas avoir à détériorer les réseaux fluides et le second d'œuvre en fin de chantier dans la quête de recherche de fuites si le test ne se montre pas concluant. Le second test sera réalisé lui en fin de travaux et établira si le bâtiment respecte l'objectif fixé. Le cas échéant une recherche de fuite sur le second œuvre et les équipements techniques sera réalisée afin de corriger les malfaçons.

Les entreprises sont conscientes de cet objectif, et elles proposeront et mettront en œuvre toutes les solutions qui permettront de l'atteindre. Les entreprises devront se conformer aux procédures et respecteront en tout point les prescriptions, les recommandations et leur présence sur site lors des campagnes d'essais. Si les résultats obtenus sont défavorables, les entreprises établiront à leur frais la réfection de leurs ouvrages, mais aussi les conséquences sur les ouvrages des autres corps d'état.

Pour respecter l'étanchéité de l'enveloppe, une attention particulière devra être apportée sur les rebouchages et toute autre source susceptible de dégrader l'étanchéité à l'air du bâti. Ces points seront contrôlés au fur et à mesure de l'avancement du chantier et chaque manquement sera à reprendre par l'entreprise titulaire du lot concerné.

Objectif recherché : Q4 <1.2 m3/h/m2 à 4 Pa

NOTA : Les tests d'étanchéité seront réalisés par une entreprise spécialisée à la charge du Maître d'ouvrage.

00.1.11 Protection des arbres en ville

- 00.1.11 1 La lutte contre le chancre coloré est obligatoire sur tout le territoire national. Les deux places d'Armes de part et d'autre du Gers sont largement plantées de platanes qui doivent être préservés d'un foyer infectieux.

Le chancre coloré est un champignon microscopique spécifique du platane. Il pénètre dans l'arbre par une plaie (même de très petite taille), obstrue les vaisseaux et libère des toxines. Très virulent, il est capable de s'attaquer à des platanes en très bon état végétatif, provoquant ainsi leur mort en quelques mois.

Moyens de transmission :

- par les outils non désinfectés blessant le platane,
- par l'eau véhiculant les spores de champignon,
- par les débris d'arbres atteints,
- d'arbre en arbre par les connexions racinaires.

Mesures de prophylaxie :

Sur tout le territoire national, la réalisation de travaux, sur ou à proximité de platanes et susceptibles de blesser leurs parties aériennes ou souterraines, est menée de manière à éviter la propagation du chancre coloré du platane.

Sont obligatoires les mesures suivantes :

- Au commencement et à la fin des travaux sur chaque site planté, les outils et engins d'intervention sont nettoyés puis désinfectés avec des produits phytopharmaceutiques fongicides autorisés. Par dérogation du service chargé de la protection des végétaux, des produits biocides autorisés à fonction fongicide peuvent être utilisés ;

Dans les zones délimitées, les dispositions prévues au premier paragraphe sont complétées par les mesures suivantes :

- Une déclaration préalable à toute intervention directe sur ou à proximité des végétaux sensibles est faite auprès du service chargé de la protection des végétaux, au moins quinze jours ouvrés avant le début des travaux ;
- Les engins et outils d'intervention sont désinfectés entre chaque platane ; toutes les blessures ouvertes sur les troncs, sur les branches de plus de 5 cm de diamètre et sur les racines sont immédiatement parées et badigeonnées

...Suite de "00.1.11 1 La lutte contre le chancre coloré est obligatoire ..."

avec une spécialité fongicide homologuée ou à défaut recouvertes par une préparation protectrice des plaies de taille homologuée sur végétaux ligneux.

Le ministère chargé de l'agriculture peut publier au Bulletin officiel un guide de bonnes pratiques relatif aux mesures prophylactiques à mettre en place en application de cet arrêté. Après publication, ce guide est respecté par tous les intervenants concernés par les dispositions de cet arrêté. Chaque intervenant, mandataire, cotraitant, sous-traitant devra mettre en place des mesures des nettoyages dès son arrivé sur site et tenir un carnet des interventions datées qui pourra être examiné par la Maitrise d'œuvre et la Maitrise d'Ouvrage à tout moment.

Tous les engins et petits matériels sans exception doivent faire l'objet d'un nettoyage pour éviter le développement du chancre.

Aussi, les circulations de poids lourds, les stockages, les terrassements et remblaiements ne pourront être exécutés à moins de 2 mètres des arbres existants. En cas de dommage, les règles du CCAP seront applicables.

Le titulaire se référencera à la chartre de l'arbre jointe en annexe. Le Cahier des charges techniques ne pourra être moins contraignant que les préconisations de la chartre.

L'Entreprise devra appliquer impérativement les mesures de lutte contre le chancre coloré. La centrale de désinfection sera mise à disposition par l'entreprise titulaire du lot 01 du marché des espaces publics. L'entreprise titulaire du présent lot restera responsable de la fourniture de ses produits homologués, de la désinfection de ses outils et engins et de l'évacuation des déchets de désinfection.

Le nettoyage des laitances de béton devra se faire de manière à ne générer aucun rejet ni dans les sols, ni dans le Gers.

00.1.12 CEE - Certificats d'économie d'énergie

00.1.12 1 Le maître d'ouvrage récupère les CEE suivant les fiches ci-dessous, les entreprises concernées devront accompagner le MOA dans l'établissement du dossier administratif et fournir l'ensemble des informations nécessaire à sa bonne exécution.

N° Fiche	Composition
BAT-EN-103	Isolation d'un plancher
BAT-EN-101	Isolation de combles
BAT-EN-104	Fenetre complète avec vitrage isolant
BAT-EQ-127	Luminaires à modules LED
BAT-TH-113	Pompe à chaleur type eau-eau
BAT-TH-126	Ventilation mécanique double flux
BAT-TH-142	Système de déstratification d'air
BAT-TH-116	Système de gestion technique du bâtiment
BAT-TH-103	Plancher chauffant hydraulique

00.1.13 Liste des plans

Se reporter aux R.D.C. ou CCAP du présent dossier.

00.2 TRAVAUX COMMUNS A T.C.E.

00.2.1 Démarches obtention de fluides

Il appartiendra à l'entrepreneur principal (en l'occurrence l'entrepreneur de GROS OEUVRE) de s'assurer, dès l'ouverture du chantier, des autorisations nécessaires et de l'installation provisoire des fluides : eau, électricité, auprès des services concessionnaires locaux. Il a à sa charge, avant répartition dans un compte-prorata, les moyens de protection exigés par lesdits concessionnaires (vol, gel, etc...) et le paiement des factures de fournitures ou d'installation.

La répartition des dépenses d'investissement et d'entretien sera faite selon les clauses énoncées dans le C.C.A.P.

La consommation d'eau, d'électricité ainsi que le chauffage et déshumidification du chantier feront l'objet d'une répartition, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé.

...Suite de "Il appartiendra à l'entrepreneur principal (en l'o..."

Les frais seront répartis dans le cadre du compte prorata géré par l'entreprise de GROS OEUVRE.

00.2.2 Installation du chantier

Dès l'ouverture du chantier, les entreprises conformément aux règles énoncées dans le C.C.A.P. devront mettre en place :

- Un panneau de chantier réglementaire de dimension minimale de 2.00x3.00 mht, en bois peint, cloué sur des poteaux verticaux et comportant dans cet ordre, le nom et l'adresse du Maître de l'ouvrage, le n° & la date d'obtention du P.C., la nature des travaux réalisés, les organismes finançant l'opération, le nom et l'adresse de l'architecte, directeur du chantier, les noms & adresses des autres techniciens tels que celui du coordonnateur sécurité, du Bureau de contrôle, de l'ingénieur ou du B.E.T ayant établi les projets de structures, des ingénieurs des différents fluides, de l'économiste, etc...

Les noms & adresses de toutes les entreprises devant participer à l'édification du projet.

Ce panneau sera au préalable soumis à l'approbation de l'architecte.

- Une baraque facilement démontable, pouvant abriter les réunions périodiques de chantier et ayant les dimensions minimum suivantes : 20 m². Salle équipée d'une table sur tréteaux et chaises pour 20 personnes, de panneaux d'affichage des plans, comportant un branchement téléphonique, une armoire pour les échantillons et un dossier marché complet (pièces écrites et pièces graphiques).

- Toutes les installations demandées par le C.S.P.S.

- Un sanitaire (WC + douches + lavabos).
- Un vestiaire.
- Un réfectoire.

La surface de ces locaux sera en fonction du nombre d'ouvriers présent sur le site.

Cette prestation ne comporte pas l'édification d'un magasin ou abri nécessaire aux entreprises dont celles-ci devront faire leur propre affaire.

Les dépenses d'investissement, d'entretien et de consommations seront réparties selon le C.C.A.P.

00.2.3 Implantation

Les tracés d'implantation seront effectués par l'Entrepreneur du lot Gros Œuvre et contrôlés par les soins de l'Architecte.

Le piquetage général est à la charge du lot Gros Œuvre.

Les têtes de piquets ou de chaises seront rattachées en plan et en altitude à des repères fixes.

On utilisera niveau, théodolite et mire. On conservera les piquets et repères de base tant qu'ils seront jugés nécessaires par l'Architecte.

00.2.4 Trait de niveau

Les tracés des traits de niveau sont à la charge de l'entreprise de GROS OEUVRE. A cet effet, l'entrepreneur fera battre un trait de niveau à un mètre au-dessus des sols finis, à chaque niveau et dans chaque pièce et ce à chaque stade de la construction des ouvrages, béton armé, maçonneries brutes, enduits ciment et plâtre.

Il assurera l'entretien sous sa seule responsabilité pendant toute la durée des travaux.

Afin de les rétablir exactement, des repères seront gravés sur les menuiseries.

Les traits de niveau seront tracés avec un produit qui ne réapparaîtra pas à travers les peintures et les papiers de tenture.

00.2.5 Clôtures de chantier

00.2.5 1

La clôture du chantier devra être effective et efficace dès le début du chantier.

Une protection et une signalisation efficace seront prévues pour interdire l'accès à toute personne étrangère au chantier.

Cette clôture devra avoir une hauteur de 2.00 ml et composée soit de piquets et de tôles métalliques, soit de plots en béton avec grille métallique type HERAS, suivant implantation (CF PIC de principe).

Dans cette clôture, il sera mis en place un portail se fermant à clef.

...Suite de "00.2.5 1 La clôture du chantier devra être effective et eff..."

L'accès sur la voie principale "au chantier" sera clos dès le départ du dernier ouvrier, au moyen d'un portail fermant à clé.

00.2.6 Aménagement de voie d'accès

Depuis la voie publique et selon le tracé figurant sur le plan de masse, aux cotes de largeur et de niveau indiquées, on créera une voie d'accès constituée d'un épandage de tout venant de rivière concassé et compacté sur une épaisseur de 0.20 m environ.

Il sera ensuite procédé à un nivelage et compactage complet.

La stabilité de cette voie provisoire devant assurer par tout temps l'accès des engins, des camions de livraison durant toute la durée du chantier.

L'entreprise de GROS OEUVRE aura à sa charge la constitution et l'entretien de cette voie pendant toute la durée du chantier.

La remise en état des surfaces dito existant en fin de travaux est à la charge du lot Gros-Oeuvre, compris apport de terre végétale et engazonnement, reconstitution de trottoir et de voirie.

NOTA : En façade Sud, le drain existant en pied de bâtiment devra être conservé et protégé pour la durée du chantier, toute dégradation devra être réparée à charge du présent lot.

00.2.7 Repliement des installations de chantier

00.2.7 1 Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'ouvrage aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application des pénalités, suivant C.C.A.P.

00.2.8 Compte prorata

00.2.8 1 Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant entre eux un lien juridique ou non, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, il est tenu compte des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels du chantier dans les conditions énumérées dans le C.C.A.P.

La comptabilité du compte prorata est tenue par l'Entrepreneur principal du LOT GROS OEUVRE.

00.2.9 Raccords - Dégâts

00.2.9 1 Les entreprises des lots techniques devront fournir suffisamment à l'avance toutes les informations nécessaires pour que l'entreprise de gros oeuvre prévoit les réservations dans les ouvrages de structure.

A l'exception des trous réservés, dont l'emplacement devra être précisé en temps opportun par l'Entrepreneur du Corps d'Etat intéressé, chaque Entrepreneur doit effectuer ses trous et scellements et le bouchage de ses trous.

En application de ces principes, les raccords de maçonnerie, après le passage des divers corps d'Etat, sont à la charge de l'Entrepreneur de Gros-Oeuvre.

Les raccords de plâtre, après passage des divers corps d'Etat, sont à la charge de l'Entrepreneur de Plâtrerie.

Les raccords de carrelage et de faïence, après passage des divers corps d'Etat, sont à la charge de l'Entrepreneur de Carrelage.

Les raccords de peinture, après passage des divers corps d'état, sont à la charge de l'Entrepreneur de Peinture.

N.B. : Les rebouchages s'effectueront par l'entrepreneur du Gros Oeuvre pour les percements qu'il a effectué ainsi que tous les raccords après les rebouchages de tous les autres corps d'état.

00.2.10 Protection du chantier

00.2.10 1 Chaque entrepreneur doit protéger ses matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir, notamment du fait des intempéries.

...Suite de "00.2.10 1 Chaque entrepreneur doit protéger ses matériaux, i..."

Il doit réparer ou remplacer, à ses frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât, sauf recours éventuel contre le tiers responsable, le Maître de l'Ouvrage restant, en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, non imputable au Maître de l'Ouvrage, l'Entrepreneur doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître de l'Ouvrage.

L'Entrepreneur est responsable des vols et dégradations quelconques qui peuvent se produire sur l'ouvrage et cela jusqu'à la date de réception par le Maître de l'Ouvrage.

00.2.11 Protection des ouvrages

- 00.2.11 1 Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toute disposition et précaution utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

00.2.12 Protection de ses propres ouvrages

- 00.2.12 1 Les Entrepreneurs de revêtements de sols durs ainsi que celui de sols minces devront assurer la protection de leurs revêtements de sols finis jusqu'à la réception.

Pour les sols durs, carrelage ou autres, cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure ou de panneaux d'isorel dur, collés sur le revêtement par des plots de plâtre dur.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquet, etc. la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes prescriptions en ce qui concerne les marches d'escalier ou plus particulièrement le nez de marches devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes par une bande de papier fort collé.

Les siphons seront protégés par une coquille de plâtre.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiseries bois, toutes les arêtes des ouvrages qui, du fait de leur position, risquent d'être épaufrées notamment les huisseries bâtis et autres montants devront être protégés au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes fines.

Pour les ouvrages particulièrement soignés, prévus pour rester en bois apparent, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

00.2.13 Préchauffage et Déshumidification

- 00.2.13 1 Les entreprises qui en feront la demande devront supporter les dépenses de préchauffage et de déshumidification éventuellement nécessaires pour le parfait achèvement de leurs ouvrages dans les délais contractuels.

00.2.14 Nettoyage en cours de chantier

- 00.2.14 1 Les sols seront livrés par le Gros-Oeuvre et le plâtrier, aux entrepreneurs de Second Œuvre, parfaitement nettoyés, exempts de toute trace de mortier ou plâtre soigneusement balayés et dépoussiérés.

Chaque Entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution des travaux, dans un local ou un groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque Entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du bâtiment (Emplacement prévu par LOT Gros Œuvre).

Les bennes seront vidées à chaque fois que l'architecte l'estimera nécessaire (prévu par LOT Gros Œuvre).

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade mais ils devront toujours être sortis soit par goulottes, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

...Suite de "00.2.14 1 Les sols seront livrés par le Gros-Oeuvre et le pl..."

En plus et à raison d'une fois par SEMAINE au minimum, à la demande de l'architecte, l'entrepreneur de Gros-Oeuvre ou les entreprises présentes sur le chantier devront effectuer un nettoyage et balayage général de la construction ainsi que la sortie et l'enlèvement en centre agréé de tous les déchets résultant de tous ces nettoyages.

Le lot gros oeuvre sera chargé de la mise en place de bennes sélectives pour la récupération des déchets de chantier avec évacuation au centre d'enfouissement le plus proche. Une benne spécifique pour le lot plâtrerie est à prévoir. Chaque corps d'état assurera la gestion de ses déchets et le tri correspondant.

00.2.15 Nettoyage fin de chantier : Pénalités

00.2.15 1 Le nettoyage final fait partie intégrante du chantier et s'il est cause de dépassement du délai contractuel, il sera soumis aux pénalités de retard prévues dans le C.C.A.P.

00.2.16 Rendez-vous de chantier

00.2.16 1 Les rendez-vous de chantier auront lieu au moins une fois par semaine et aussi souvent que besoin, aux jours et heures fixés par l'architecte, cela y compris pendant les périodes de vacances, congés payés, etc.les rendez-vous de chantier sont dirigés par l'architecte.

Un représentant du Maître d'Ouvrage peut y assister ; sa seule présence ne peut à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, être considérée comme une intervention dans la conception ou la direction des travaux.

L'Entrepreneur doit assister à chaque rendez-vous de chantier ou s'y faire représenter par un technicien qualifié et habilité à prendre toute décision qui puisse engager son entreprise. Sauf convocation spéciale, cette obligation s'entend pour chaque entrepreneur pendant la période commençant 15 jours avant le début de ses travaux sur le chantier et se terminant 15 jours après la fin de ses travaux.

Toute absence ou retard sera sanctionné suivant clauses prévue au CCAP.

A l'issue de chaque rendez-vous de chantier, il est établi par l'architecte un procès-verbal de la réunion.

Sauf contestation par écrit dans les sept (7) jours qui suivent sa parution, le procès-verbal est supposé approuvé.

00.2.17 Réunion de coordination

00.2.17 1 La personne désignée pour assurer l'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) est chargée d'organiser les réunions de chantier.

Il est chargé d'organiser les réunions de coordination et de pilotage, il fixe la fréquence des réunions, convoque les entreprises intéressées, dresse un procès-verbal sur l'avancement des travaux, comparé avec les prévisions du planning, organise les interventions futures, etc.

00.2.18 Plans d'exécution des ouvrages et PAC

00.2.18 1 Chaque entreprise devra communiquer au plus tard 2 semaines AVANT TRAVAUX, tous ses plans d'atelier et de chantier, à l'architecte pour avis et au bureau de contrôle pour approbation.

Les plans de réservations dans le gros-œuvre, la charpente et la couverture devront être transmis, suivant un calendrier qui sera fourni par l'O.P.C., afin de ne pas gêner l'avancement du chantier.

En fin de chantier, les entreprises devront remettre un dossier complet pour les D.I.U.O, les D.O.E. et les plans de recouvrements, etc...à la maîtrise d'œuvre, le jour de la réception, sous peine d'application de pénalités de retard pour non remise de document conformément au CCAP.

00.2.19 Retard dans la remise des plans

00.2.19 1 Tout retard sur le délai fixé pour la remise de plans ou documents complets est sanctionné par une pénalité journalière conforme au C.C.A.P.

00.2.20 Essais et vérification

00.2.20 1 Les entreprises devront obligatoirement procéder, à leurs frais, aux essais et vérifications de fonctionnement en vue de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations.

Ces essais seront repris dans le document technique C.O.P.R.E.C. n° 1 (publié dans le Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics, Supplément spécial n° Supplément N° 4958 du 6/11/1998) :

- CH le chauffage
- EL les installations électriques
- PB la plomberie
- RA les réseaux d'alimentation en eau
- RE les réseaux d'évacuation
- VM la ventilation mécanique
- Antenne télévision

Les résultats de leurs essais et vérifications seront transcrits sur des procès-verbaux conformes aux modèles du document technique C.O.P.R.E.C. n° 2 (publié dans le Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics, Supplément N° 4958 du 6/11/1998) et transmis au Maître d'Oeuvre et d'Ouvrage et au Contrôleur technique pour avis en 3 exemplaires.

Ces essais et vérifications seront complétés par des P.V. à l'issue de la première saison de fonctionnement des installations de chauffage et de ventilation.

L'exécution des essais et vérifications repris ci-dessus ne dispense pas les entreprises d'effectuer les autres essais et vérifications que leur incombent la réglementation en vigueur et les clauses du marché.

00.2.21 Délai d'exécution

00.2.21 1 Chaque entreprise doit avoir, en permanence, sur le chantier dès que les travaux lui incombant commencent, un chef de chantier ou un responsable qualifié, habilité à recevoir les instructions de l'architecte, à suivre leur bonne exécution et agréé par celui-ci.

L'architecte établit, en concertation avec chacun des entrepreneurs concernés, un calendrier détaillé d'exécution. Le délai global du chantier comme le délai attribué à chacun des lots respecteront le calendrier prévisionnel d'exécution communiqué avec le dossier de consultation. Après acceptation de celui-ci par le Maître d'Ouvrage, il est notifié à l'Entrepreneur et devient alors un document du marché.

Il indique la date de départ des travaux de chaque corps d'état, les dates d'arrêt, de reprise, la dénomination des phases successives et tout renseignement pouvant aider à sa compréhension et à la facilité de son exécution.

Sauf avis contraire du Maître d'Ouvrage et de l'architecte, tout entrepreneur doit commencer les travaux dès la date prévue au calendrier d'exécution pour le début d'intervention de son Corps d'état. Le délai contractuel court, pour toutes les autres entreprises, dès la délivrance de l'ordre de service intervenant pour le commencement des travaux du premier lot.

Les différents Corps d'Etat interviendront aux dates précises imposées par le calendrier d'exécution. Il incombe aux entreprises intéressées d'intervenir en temps opportun, tant auprès du Maître de l'oeuvre que de leurs confrères défaillants, notamment en ce qui concerne ces derniers pour les frais résultants de reprises et de raccordements ultérieurs dû à cette défaillance et même si l'exécution des travaux ne peut être que partielle et nécessite le retrait d'une équipe et une reprise ultérieure.

Chaque Entrepreneur, libre de ses approvisionnements et de ses travaux en atelier, devra en ce qui le concerne se renseigner lui-même sur la progression du chantier et prendre toutes les dispositions pour organiser ses commandes et les travaux préparatoires, assez tôt, pour être en mesure de respecter les dates de départ de ses travaux et les délais fixés au calendrier d'exécution qui sont impératifs et ne concernent que le travail et les mises en place sur le chantier.

Lorsque, pour une cause quelconque, la marche d'avancement des travaux doit être modifiée, les rectifications sont portées par le Maître de l'Œuvre à la connaissance de tous les entrepreneurs.

Non seulement chaque Entreprise doit respecter le délai général, mais également et de façon impérative, les dates et délais partiels la concernant.

Tout retard, soit pour le délai général, soit pour chaque détail partiel, donne lieu de plein droit, par la seule échéance de chaque terme et sans mise en demeure, à une pénalité, dont le montant défini par le C.C.A.P., est retenue sur les sommes dues et prélevée sur le versement de l'acompte suivant l'expiration du délai au calendrier, sans préjudice de recours du Maître de l'Ouvrage, en cas d'insuffisance aux sanctions prévues par le C.C.A.P.

...Suite de "00.2.21 1 Chaque entreprise doit avoir, en permanence, sur l..."

L'Entrepreneur doit faire connaître à l'architecte et au Maître de l'Ouvrage, au plus tard dans un délai de HUIT JOURS, tout fait de nature à modifier les dates d'exécution prévues au calendrier général ; s'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles ou d'un cas de force majeure au sens de l'article 1148 du Code Civil, l'Entrepreneur propose dans la huitaine de cette modification un nouveau projet de calendrier ; faute de quoi, l'ancien calendrier conserve toute sa valeur.

A l'expiration du délai contractuel, éventuellement allongé comme il vient d'être dit, il n'est plus tenu compte à l'Entrepreneur des intempéries au simple motif qu'il n'aurait pas eu à en subir les inconvénients, s'il avait terminé dans le délai convenu.

00.2.22 Percements de trous + ou - 30 mm diam.

- 00.2.22 1 Les percements nécessaires dans les murs de maçonnerie seront pratiqués à l'aide de burin ou de marteau-perforateur. Les lèvres, après ces percements, ne pourront avoir d'épaufrures supérieures à 10 % du diamètre nécessaire.

00.2.23 Feuillures - réservations

- 00.2.23 1 Les feuillures ou réservations nécessaires seront pratiquées à l'aide de burin ou de marteau-perforateur. Les lèvres de ces feuillures devront être laissées en l'état, ne pourront avoir d'arêtes saillantes supérieures à 10 % de leur demi-diamètre.
Si ce n'était le cas, elles seraient reformées à l'aide de mortier de ciment n° 2.

00.2.24 Rebouchement de trous ou saignées

- 00.2.24 1 Après mise en place des canalisations dans les percements ou saignées, on rechargera les fourreaux ou coquilles au mortier de ciment n° 2.

00.2.25 Échantillons

- 00.2.25 1 Les entrepreneurs soumettront les échantillons des matériaux et objets préfabriqués prescrits dans le présent CCTP ou nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, dans le mois suivant la délivrance de l'ordre de service. Les échantillons devront avoir reçu l'accord de l'architecte et du Maître d'Ouvrage.

Ils seront complétés par la production des procès-verbaux d'essais et avis techniques, à soumettre au bureau de contrôle.

La présente information concerne tous les corps d'état.